Moniteur micro-économique

Incluant le rapport spécial :

Les régions rurales du Canada dans l'économie du savoir

Quatrième trimestre de 2000

Direction de l'analyse micro-économique, Secteur de la politique industrielle et scientifique, Industrie Canada. Le présent document est également diffusé sur Internet, à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/04.html

Table des matières

Aperçu ..... A

Scène canadienne

Activité économique réelle ..... B
Revenus C
Mouvements des prix ..... D
Marché du travail ..... E
Marché des capitaux ..... F
Finances publiques ..... G
Compétitivité ..... H
Comptes internationaux I
Aperçu de la situation des secteurs ..... J

Rapport spécial :
Les régions rurales du Canada dans l'économie du savoir

Introduction ..... K
Portrait des régions rurales du Canada L
L'économie du savoir ..... M
L'éducation M-2
La formation M-7
La connectivité M-10
L'innovation M-15
Conclusion ..... N
Emplois du savoir et emplois de gestion ..... O

102-06515/

Aperçu

L'économie ralentit à la fin de 2000...

Au quatrième trimestre de 2000, le taux de croissance de la production a fléchi pour se fixer à 2,6 % (taux annuel), les effets du ralentissement de l'économie américaine se faisant sentir jusqu'au Canada. Malgré tout, l'économie a progressé d'un bon 4,7 % en 2000.

- **La demande intérieure n'a pas changé au quatrième trimestre, mettant ainsi brusquement fin à deux années de vive croissance. Les investissements des entreprises dans les M&M ont chuté, et la croissance des dépenses de consommation a ralenti par rapport à son récent rythme vigoureux.**

- **L'affaiblissement de la demande américaine s'est répercuté sur la croissance des exportations, même si les importations ont également diminué au quatrième trimestre. La flambée des prix des exportations de produits énergétiques a propulsé l'excédent commercial à un sommet en 2000, et le Canada a enregistré l'excédent au compte courant le plus important de son histoire.**

- **Le secteur manufacturier a le plus souffert de cet affaiblissement, et la contraction de la production de l'industrie de l'automobile a touché un certain nombre d'industries connexes. Les fabricants d'équipement de télécommunication ont également subi les contrecoups de la réduction de la demande.**

...et poursuit sa décélération au début de la nouvelle année

Selon les récents indicateurs, la stagnation de la croissance se poursuivra. Le marché du travail s'est considérablement refroidi au début de la nouvelle année, le nombre d'emplois restant le même en janvier puis diminuant en février. Néanmoins, comme les facteurs économiques fondamentaux du Canada sont solides, l'économie est en bonne position pour affronter une baisse temporaire de l'activité économique aux États-Unis. La récente hausse importante des revenus, la faiblesse des taux d'intérêt et la réduction des impôts fédéraux devraient contribuer à stimuler la demande.

Même si le pays s'est fortement urbanisé au fil des ans, il reste qu'un nombre important de Canadiens habitent dans une région rurale. Dans le rapport spécial qui accompagne le présent numéro du Moniteur, nous avons examiné la situation des régions rurales du Canada pour savoir si elles étaient bien placées pour tirer profit des occasions offertes par l'économie du savoir.

Scène canadienne

Activité économique réelle

Au quatrième trimestre, la croissance de la production perd de sa vigueur...

Au quatrième trimestre de 2000, le PIB réel a augmenté de 2,6 % (taux annuel), ce qui est fort peu par rapport au récent rythme de croissance enregistré.

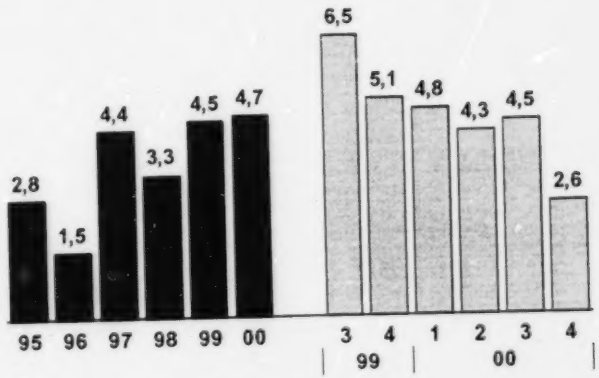
- **D'une part, les exportations nettes ont progressé et, d'autre part, les investissements des entreprises ont chuté par rapport au trimestre précédent et les dépenses de consommation ont diminué d'intensité.**

Pour l'ensemble de 2000, la croissance s'est établie à 4,7 %, soit un peu plus qu'en 1999.

- **On prévoit une croissance plus modeste pour 2001, les prévisions du secteur privé allant de 1,6 % à 3,2 %.**

Croissance du PIB réel

Variation en %, TAD



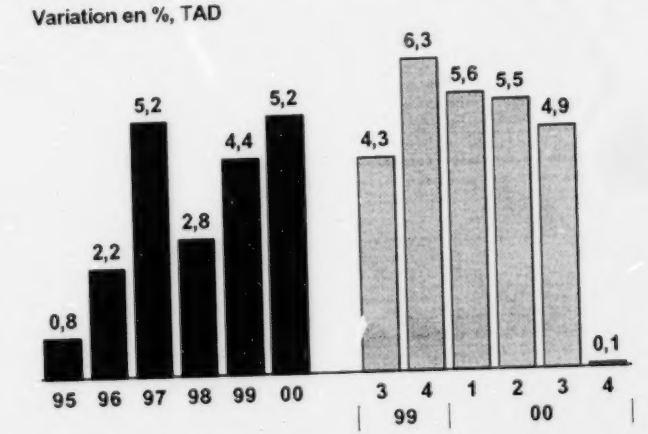
Source : Statistique Canada

...freinée par l'atonie de la demande intérieure

Au quatrième trimestre, la demande intérieure finale n'a pas bougé, mettant ainsi un terme à sept trimestres où la croissance avait dépassé les 4 %.

- **La baisse des investissements dans les M&M et le logement a été annulée par la hausse observée dans les dépenses de consommation et la construction non résidentielle.**

Demande intérieure finale



Source : Statistique Canada

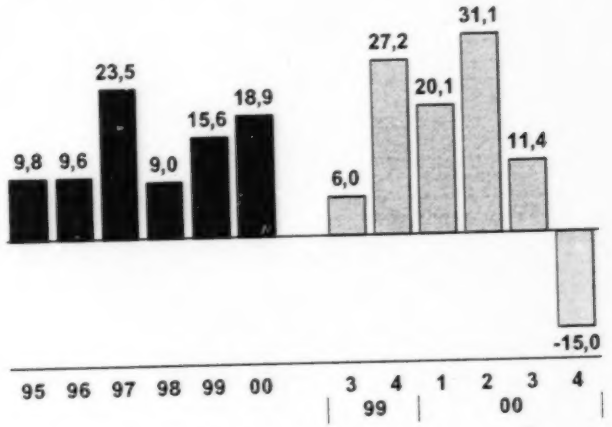
Les investissements dans les M&M diminuent considérablement...

Au quatrième trimestre, les investissements des entreprises dans les M&M ont fléchi de 15,0 % (taux annuel).

- **La plupart des grandes catégories de machines et de matériel accusent une baisse, y compris les dépenses relatives aux ordinateurs et autre matériel de bureau, qui se sont repliées pour la première fois depuis 1997.**

Malgré ce fléchissement, les investissements dans les M&M ont augmenté d'environ 19 % pour l'ensemble de 2000.

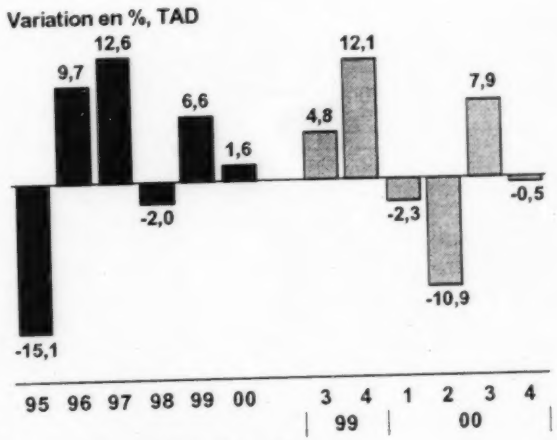
Investissements réels dans les machines et le matériel



Source : Statistique Canada

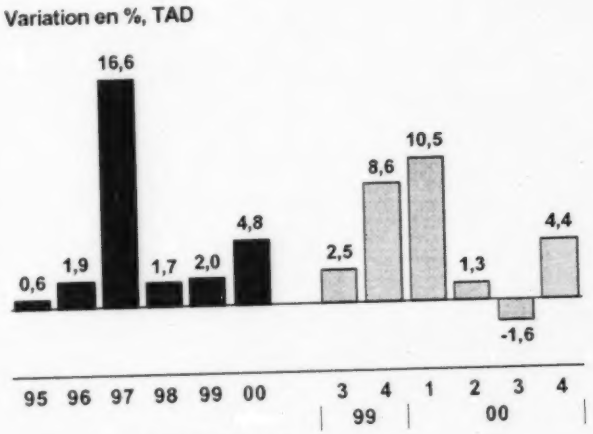
...l'activité dans la construction résidentielle s'affaiblit...

Croissance de la construction résidentielle réelle



Source : Statistique Canada

Croissance de la construction non résidentielle réelle



Source : Statistique Canada

La construction résidentielle a légèrement reculé au quatrième trimestre, en raison surtout du moins grand nombre de logements neufs. Pour l'ensemble de l'année, les investissements dans le logement se sont accrus de 1,6 %.

La construction non résidentielle s'est redressée au quatrième trimestre, les gains étant surtout concentrés dans les travaux de génie. La météo aidant, les activités de forage et de montage ont repris d'intensité dans les champs de pétrole, et la construction de bâtiments non résidentiels a progressé pour la première fois en trois trimestres.

...les dépenses de consommation s'atténuent...

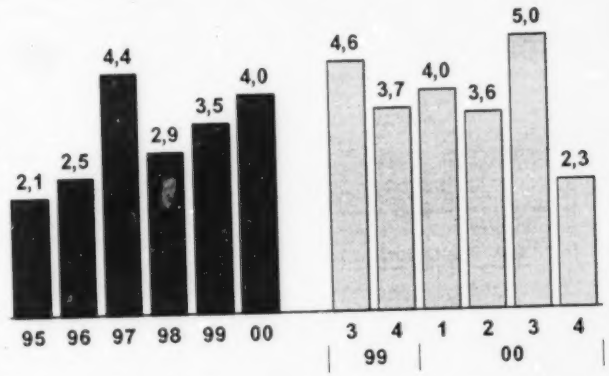
Au quatrième trimestre, les dépenses de consommation ont augmenté de 2,3 % (taux annuel), comparativement à une croissance moyenne de 4,3 % depuis le début de 1999.

- **Ce ralentissement est principalement imputable au recul des achats de véhicules neufs, qui avaient été stimulés au troisième trimestre par les promotions des concessionnaires.**

- **Outre les véhicules automobiles, les dépenses de consommation se sont accrues d'un bon 4,2 % par rapport au trimestre précédent.**

Croissance des dépenses de consommation réelles

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada

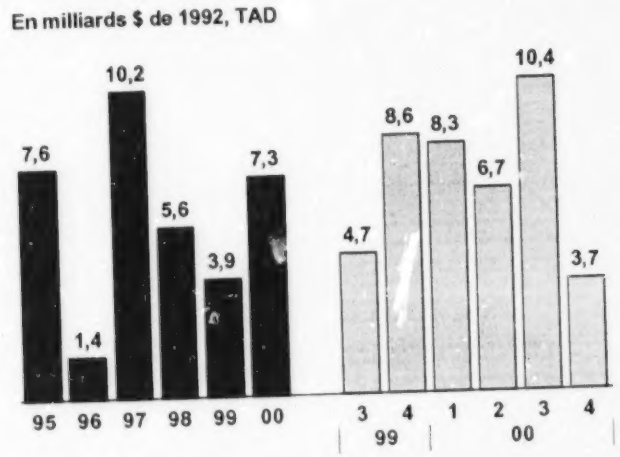
...et l'accumulation des stocks diminue

Les investissements des entreprises dans les stocks non agricoles se sont élevés à 3,7 milliards de dollars au quatrième trimestre, comparativement à 10,4 milliards au trimestre précédent.

- **Les commerces de détail ont réduit leurs stocks, mais les fabricants ont continué à augmenter les leurs à un rythme important.**

La production semble s'être ajustée relativement vite à l'adoucissement de la demande. Néanmoins, les stocks pourraient être réduits davantage, surtout dans le secteur manufacturier.

Investissements dans les stocks des entreprises non agricoles



Source : Statistique Canada

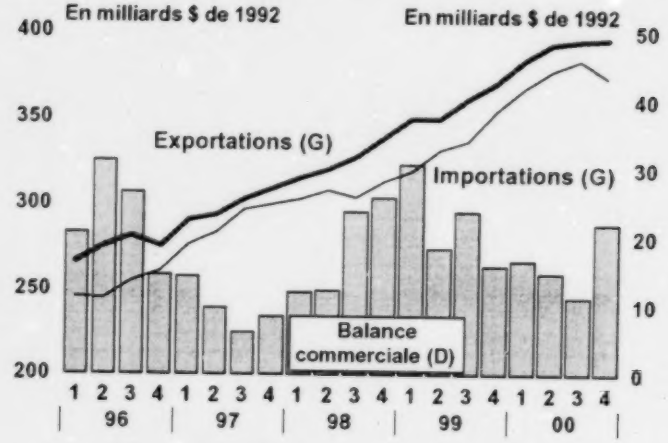
La croissance des exportations ralentit de concert avec l'affaiblissement de la demande des États-Unis

Au quatrième trimestre, la contraction de la demande américaine a freiné la croissance des exportations réelles, celle-ci s'établissant à 1,0 % (taux annuel).

- **Les exportations d'automobiles ont fléchi pour un troisième trimestre de suite. Les exportations de produits forestiers ainsi que de biens et matériaux industriels ont aussi reculé. Par contre, les exportations de M&M et de produits énergétiques se sont accrues par rapport au trimestre précédent.**

La baisse des investissements dans les M&M et la diminution de la production dans l'industrie de l'automobile ont fait fléchir sensiblement les importations (-9,8 %), ce qui a fortement alimenté l'excédent du Canada au titre du commerce de marchandises.

Exportations et importations réelles de biens et de services



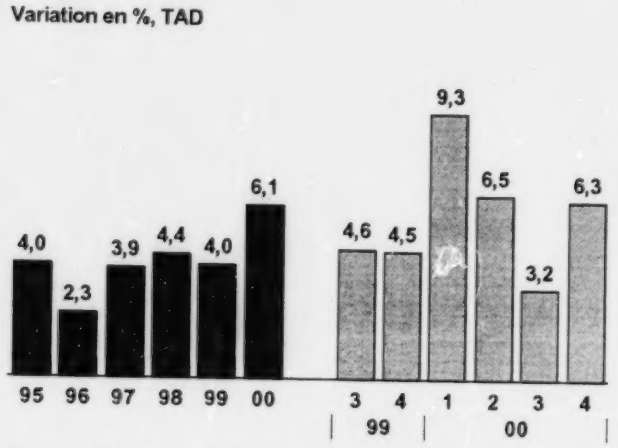
Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Revenus

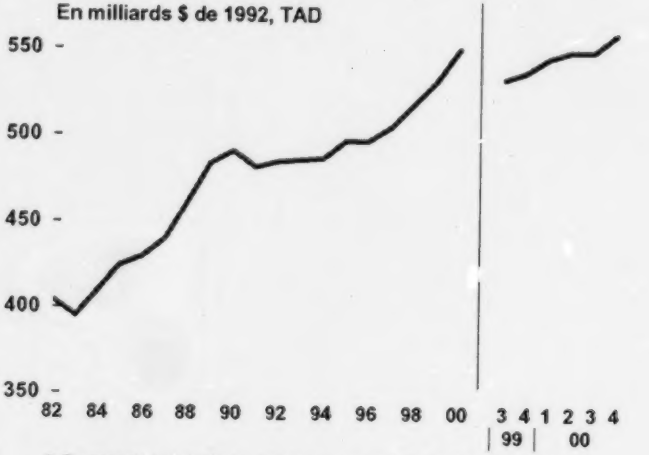
La croissance des revenus se raffermit...

Croissance du revenu des particuliers



Source : Statistique Canada

Revenu disponible réel des particuliers*



* Converti en dollars réels au moyen de l'indice de la chaîne de prix lié aux dépenses des particuliers en biens et en services.

Source : Statistique Canada et Industrie Canada

Au quatrième trimestre, la croissance du revenu personnel a progressé à un taux annuel de 6,3 %. La croissance de l'emploi est à l'origine des bonds enregistrés au chapitre du revenu du travail, et les paiements d'intérêt associés aux règlements du gouvernement fédéral au titre de l'équité salariale ont stimulé les revenus de placement. Les transferts gouvernementaux se sont accrus grâce à un remboursement de taxe en Ontario et à un remboursement relatif aux prix de l'énergie en Alberta.

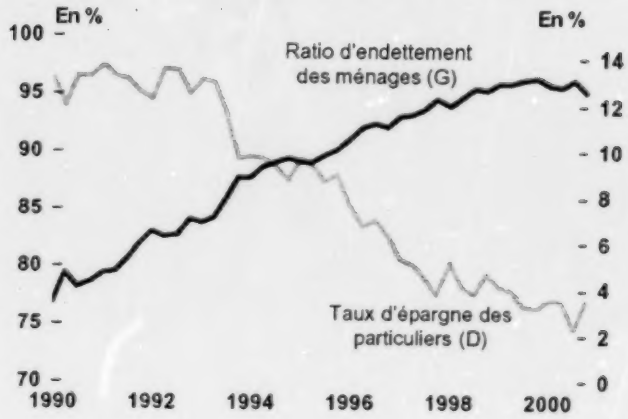
Pour l'ensemble de 2000, les revenus ont augmenté de 6,1 %, soit la plus forte avance en dix ans. Le revenu personnel réel disponible a progressé de 3,6 %, marquant ainsi la quatrième année de suite où des gains importants sont observés.

...ce qui redonne de l'élan à la situation financière des ménages

La situation financière des ménages s'est améliorée grâce à la forte croissance des revenus au quatrième trimestre.

Au quatrième trimestre, le taux d'épargne des particuliers s'est légèrement redressé, passant à 3,5 %. Le ratio d'endettement des ménages est passé à 95,1 %, soit une baisse par rapport au niveau presque record de 96,2 %, enregistré au trimestre précédent.

Ratio d'endettement et taux d'épargne des particuliers



Source : Statistique Canada

Les bénéfices des entreprises progressent plus lentement

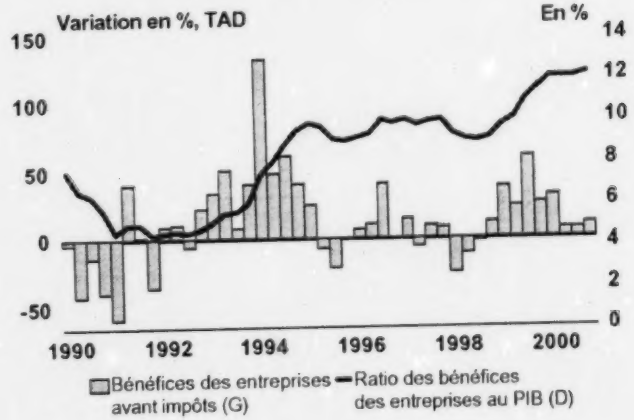
Au quatrième trimestre de 2000, les bénéfices des entreprises ont augmenté de 10,4 % (taux annuel).

- **Sous l'effet de cette hausse, les bénéfices sont passés à 12,2 % du PIB, soit le plus haut niveau en 20 ans.**

Pour l'ensemble de 2000, les bénéfices des entreprises se sont accrus de 23 %, ce qui est semblable à l'augmentation enregistrée en 1999.

- **Toutefois, les gains ont ralenti de façon marquée après le premier trimestre de l'année.**

Bénéfices des entreprises



Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Mouvements des prix

L'inflation est plus élevée en 2000...

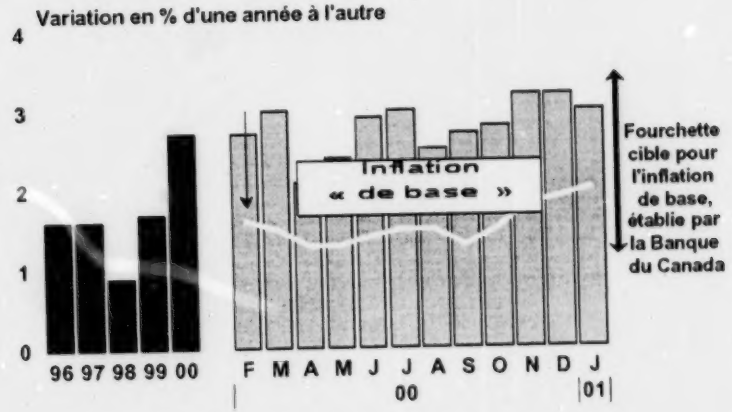
Après s'être établie en moyenne à 2,7 % en 2000, l'inflation selon l'indice des prix à la consommation s'est fixée à 3,0 % en janvier.

Le taux moyen de 2000 (2,7 %) est le taux le plus élevé enregistré depuis le début des années 90.

- **La montée des prix de l'énergie est responsable de près de la moitié de la hausse du niveau général des prix, en glissement annuel, enregistré en 2000.**

- **Le taux d'inflation « de base », qui exclut les composantes volatiles que sont les aliments et l'énergie ainsi que l'incidence des impôts indirects, n'a cessé de croître depuis septembre, s'établissant à 2,0 % en janvier. Il s'agit du point médian de la fourchette cible officielle de 1 à 3 %.**

Indice des prix à la consommation



Source : Statistique Canada et Banque du Canada

D-1

...en raison de la flambée des prix de l'énergie

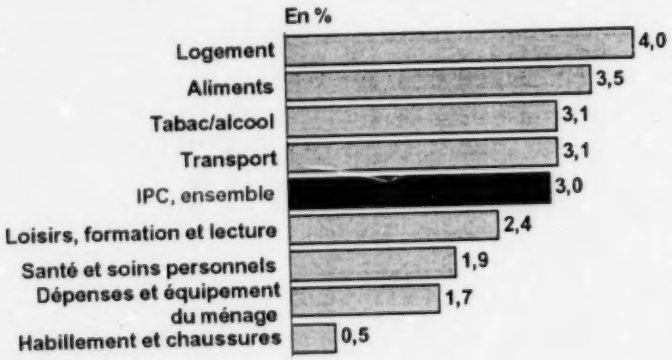
La composante « énergie » de l'IPC a progressé de 16,2 % en 2000, soit la plus forte avance en près de deux décennies.

Le renchérissement du gaz naturel et du mazout n'est pas le seul facteur responsable de la hausse des coûts du logement. L'augmentation des frais d'intérêts hypothécaires y a aussi contribué.

La hausse des coûts du transport est attribuable à l'augmentation des prix de l'essence. Par contre, les prix des véhicules automobiles ont fléchi en janvier, en raison des promotions offertes par les concessionnaires dans le but de réduire leurs stocks.

Composantes de l'IPC : janvier 2001

Variation des prix d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada

La hausse des prix du pétrole brut et du gaz naturel a également fait croître les prix à la production

En 2000, les prix des matières premières ont augmenté de près de 23 %. Il s'agit de la plus forte hausse jamais enregistrée.

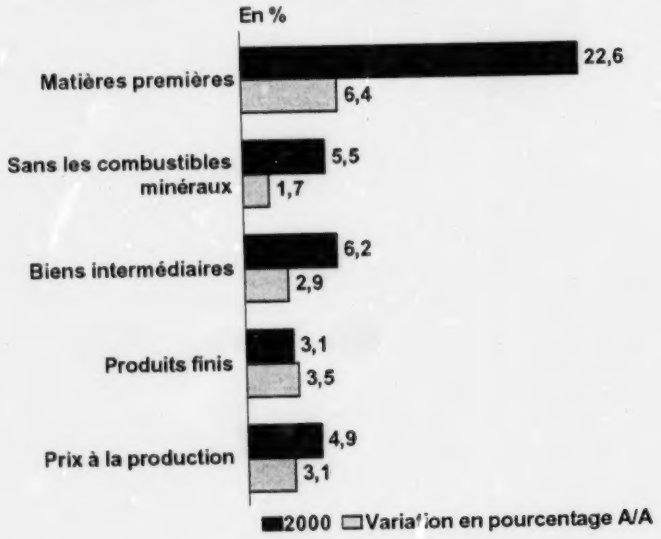
- **La flambée des prix des combustibles minéraux est responsable de plus des trois quarts de cette augmentation.**

Par ailleurs, les prix à la production — ceux demandés par les producteurs à la sortie de l'usine — étaient supérieurs de 4,9 % par rapport à l'année précédente. Cette majoration, la plus importante depuis 1995, est également imputable au renchérissement de l'énergie.

- **Les prix des produits du pétrole et du charbon ont crû de 45 % en 2000.**

- **En raison de la forte demande, les prix de la pâte à papier ont augmenté de 27 % en 2000, même s'ils demeurent inférieurs au niveau record de 1995. D'autre part, les prix du bois de résineux ont régressé de 16 % par rapport à 1999, le nombre de mises en chantier ayant diminué aux États-Unis.**

Chaîne de prix - janvier 2001



Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Marché du travail

Au début de 2001, la croissance de l'emploi s'affaiblit...

On a dénombré 325 000 emplois de plus en 2000. Ce chiffre s'ajoute au gain net de 425 000 emplois enregistré l'année précédente.

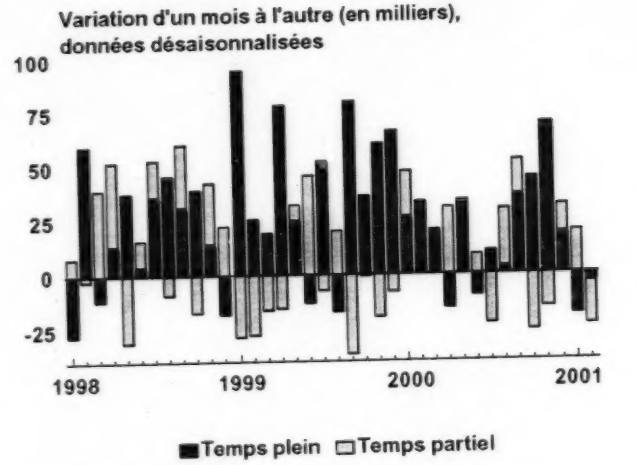
- **En 2000, huit nouveaux emplois sur dix étaient des emplois à temps plein.**

- **Le nombre d'emplois autonomes a diminué de 144 000 après avoir connu une forte progression tout au long des années 90.**

Le marché du travail s'est adouci au début de 2001, surtout dans le secteur manufacturier.

- **Le nombre d'emplois n'a pas changé en janvier, mais il a diminué en février (-24 000).**

Croissance de l'emploi



Source : Statistique Canada

...à cause de la baisse du nombre d'emplois dans le secteur privé...

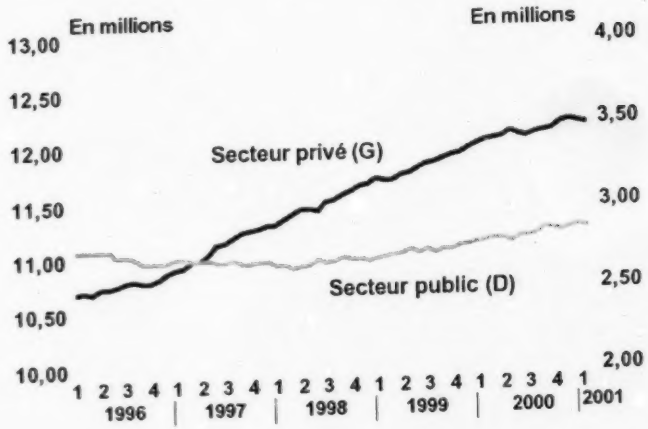
En 2000, le nombre d'emplois a augmenté de 236 000 dans le secteur privé, soit une hausse de 2,0 % par rapport à 1999.

- **La croissance de l'emploi a été plus vigoureuse dans le secteur public (+3,3 %). Il s'agit de 89 000 emplois de plus, soit un quart de l'augmentation globale par rapport à l'année précédente.**

Dans la foulée du récent ralentissement de l'économie, le nombre d'emplois a diminué de 26 000 dans le secteur privé durant les deux premiers mois de 2001.

- **Par contre, dans le secteur public, l'emploi reste stable depuis le début de l'année.**

Emploi : secteur privé et secteur public



Source : Statistique Canada

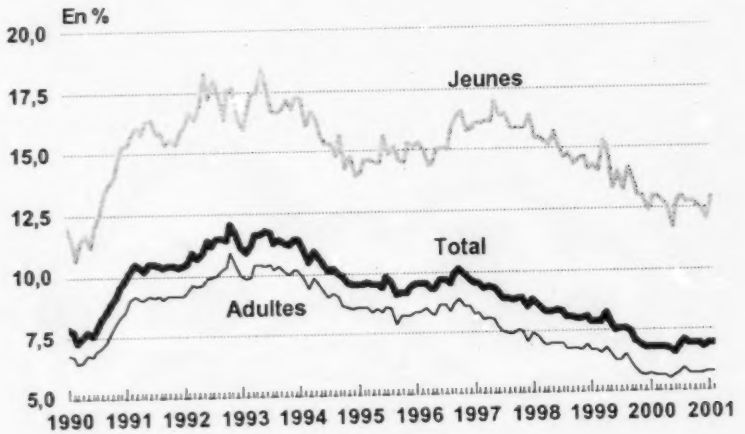
...mais le taux de chômage au Canada ne change pas

Le taux de chômage au Canada est resté le même en février (6,9 %), puisque la population active et le nombre d'emplois ont diminué.

- **Chez les adultes, le taux de chômage s'est établi à 5,8 % en février, alors que chez les jeunes, il est passé à 12,9 %, soit une hausse de 0,8 point de pourcentage.**

Malgré la vigoureuse croissance de l'emploi à la fin de l'année 2000, l'augmentation sensible de la population active a fait monter le taux de chômage, lui qui se situait au niveau plancher des 24 dernières années en juin, soit 6,6 %.

Taux de chômage



Source : Statistique Canada

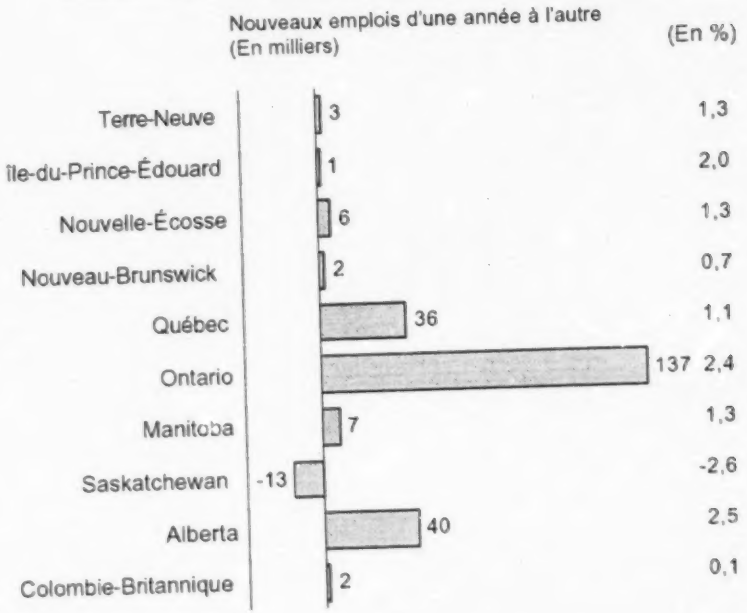
La plupart des provinces affichent des gains importants au chapitre de l'emploi, par rapport à l'an dernier...

L'an dernier, l'Ontario a remporté la palme au chapitre des nouveaux emplois, tant en nombre absolu qu'en pourcentage.

- **Seules la Saskatchewan et Terre-Neuve ont enregistré une baisse de l'emploi par rapport à l'an dernier.**

Depuis le début de 2001, la faiblesse des résultats à l'échelle nationale est plus marquée en Ontario, en raison des pertes d'emplois recensées dans les secteurs de la fabrication et du commerce, ainsi qu'en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick.

Croissance de l'emploi par province (De février 2000 à février 2001)



Source : Statistique Canada

...les taux de chômage au Manitoba et en Alberta se situant à des niveaux inégalés depuis 20 ans

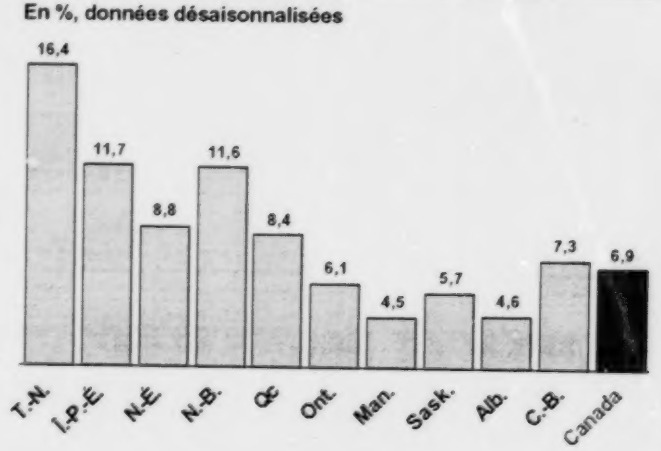
Les taux de chômage au Manitoba (4,5 %) et en Alberta (4,6 %) sont à leurs niveaux les plus bas depuis 1976 et 1981, respectivement.

Le taux de chômage de Terre-Neuve est le plus élevé de toutes les provinces. Toutefois, en glissement annuel, c'est le taux qui a connu la plus forte baisse, soit 1,3 point de pourcentage. Il s'est fixé à 16,4 %.

Le taux de chômage a fléchi de 0,9 point en Nouvelle-Écosse comparativement à février dernier, et celui du Manitoba a perdu 0,8 point.

Pour la plupart des autres provinces, la hausse de l'emploi a été jumelée à une augmentation de la population active au cours des douze derniers mois.

Taux de chômage : Février 2001



Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Marché des capitaux

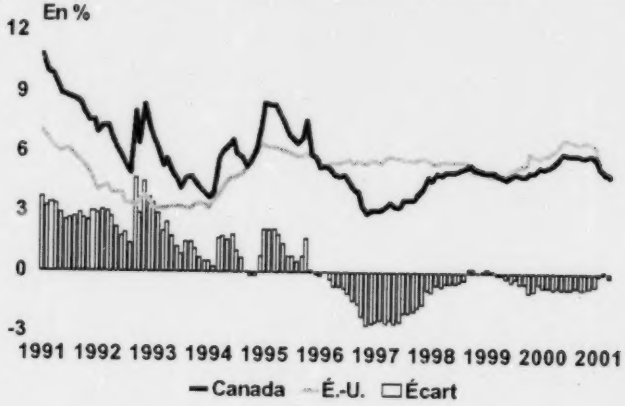
La Banque du Canada baisse les taux en janvier et en mars...

Les craintes suscitées par les répercussions sur l'économie canadienne du ralentissement de l'économie américaine ont poussé la Banque du Canada à abaisser de 25 points de base son taux directeur le 23 janvier et de 50 points, le 6 mars.

Comme la Réserve fédérale américaine a réduit ses taux de façon plus marquée, l'écart entre les taux à court terme au Canada et aux États s'est rétréci ces derniers mois.

- **Au 7 mars, les taux courts au Canada n'étaient inférieurs que de 14 points de base à ceux aux États-Unis. Cet écart avait atteint 75 points en octobre dernier.**

Taux d'intérêt à court terme



Dernières données du graphique : le 7 mars 2001

Source : Banque du Canada, papier commercial à 90 jours, dernier mercredi du mois

La Banque du Canada a instauré un système de huit dates fixes pour l'annonce d'éventuelles modifications à son taux d'intérêt officiel. Auparavant, elle pouvait annoncer une modification des taux d'intérêt n'importe quel jour ouvrable. Elle se réserve toutefois le droit de se prévaloir de cette option dans des circonstances exceptionnelles.

...mais les taux à long terme restent les mêmes

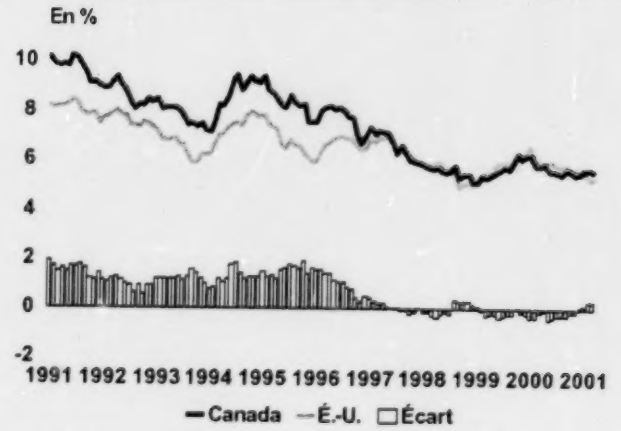
Après s'être légèrement redressés en janvier, les rendements des obligations canadiennes à long terme ont fléchi en février et au début de mars. Au 7 mars, le taux des obligations à long terme se situait à 5,61 %, en baisse de 11 points de base par rapport au taux de clôture en janvier.

Les taux à long terme baissent légèrement plus vite aux États-Unis, où l'on craint moins une hausse de l'inflation étant donné le ralentissement de l'économie.

- **Les bouleversements qui ont agité les marchés boursiers mondiaux ont également incité les investisseurs à opter pour la sécurité relative des obligations, accélérant ainsi la baisse des taux à long terme.**

L'écart entre les taux à long terme au Canada et aux États-Unis est inversé depuis quelques mois. En effet, le 7 mars, les taux canadiens à long terme étaient supérieurs de 29 points de base aux taux américains comparables. Or, les taux canadiens ont presque toujours été inférieurs aux taux américains en 1999 et en 2000.

Taux d'intérêt à long terme



Dernières données du graphique : le 7 mars 2001

Source : Banque du Canada, obligation à long terme du gouvernement du Canada, dernier mercredi du mois

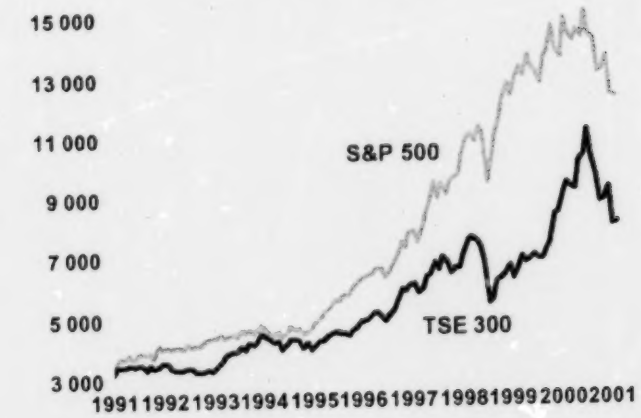
Les prix des actions dégringolent de leurs récents sommets...

Après avoir atteint des sommets l'automne dernier, les cours des actions nord-américaines n'ont cessé de dégringoler.

- **Les annonces concernant les bénéfices dans le secteur de la haute technologie ainsi que les craintes suscitées par la contraction soudaine de l'économie américaine, qui est plus aiguë que prévu, ont participé à la baisse des prix des actions.**

Au 9 mars, le TSE 300 avait glissé de 28 % par rapport à son niveau record enregistré au début de septembre (11 328).

Indices boursiers



Dernières données du graphique : le 9 mars 2001

Source : Statistique Canada

...et l'attrait qu'exercent les avoirs libellés en dollars américains nuit à notre devise

La devise canadienne s'est raffermie au début de la nouvelle année, à la faveur d'indices selon lesquels l'économie canadienne se tirerait mieux d'affaire que l'économie américaine. Cela pourrait signifier que des réductions plus importantes des taux d'intérêt s'imposeraient aux États-Unis, réductions qui contribuent à soutenir notre dollar.

Dernièrement, les craintes entourant la détérioration de la conjoncture économique à l'échelle mondiale et les ventes massives d'actions ont incité les investisseurs à se réfugier dans les valeurs sûres que sont les avoirs libellés en dollars américains.

La valeur du dollar américain s'est donc appréciée à l'égard des autres grandes devises, notamment le dollar canadien qui est tombé sous les 65 cents américains au début de mars.

Taux de change Canada-É.-U.

Dernières données du graphique : le 9 mars 2001

Source : Banque du Canada

Scène canadienne

Finances publiques

La situation financière fédérale est favorable à la réalisation d'un quatrième excédent de suite

Le gouvernement a dégagé un troisième excédent de suite en 1999-2000 (12,3 milliards de dollars). Un budget excédentaire pour trois années d'affilée ne s'était pas vu depuis 1951-1952.

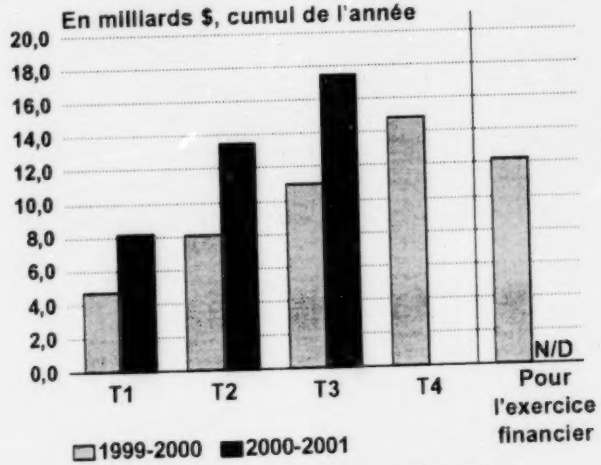
- **Ainsi, le ratio de la dette nette au PIB est passé à 58,9 %, comparativement au sommet atteint en 1995-1996 (71,2 %).**

Pour les dix premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent du gouvernement fédéral s'est élevé à 16,4 milliards de dollars, par rapport à 11,8 milliards l'an dernier.

- **L'excédent devrait diminuer aux deux derniers mois de l'exercice en raison de l'entrée en vigueur des réductions d'impôt et d'autres mesures gouvernementales. Le gouvernement fédéral entend consacrer au moins 10 milliards de dollars au remboursement de la dette cette année.**

À l'instar du gouvernement fédéral, neuf provinces prévoient avoir un budget équilibré ou excédentaire pour l'exercice 2000-2001.

Solde budgétaire fédéral



Source : Ministère des Finances (Canada)

G-1

Scène canadienne

Compétitivité

En 2000, certains facteurs inhabituels font progresser les coûts unitaires de main-d'œuvre...

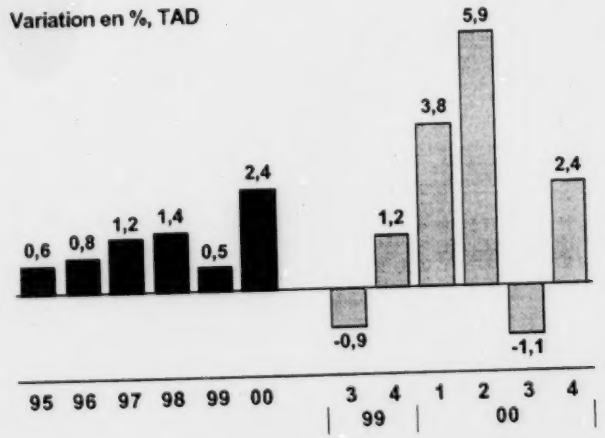
Au quatrième trimestre de 2000, les coûts unitaires de main-d'œuvre ont augmenté de 2,4 % (taux annuel).

- **La masse salariale totale s'est accrue de 5,0 %, soit presque le double du taux de croissance de la production (2,6 %).**

Pour l'ensemble de 2000, les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont augmenté de 2,4 %, soit la plus forte hausse depuis 1991.

- **Les paiements versés par le gouvernement fédéral au titre de l'équité salariale ainsi que d'autres facteurs inhabituels ont favorisé l'éclosion de pressions salariales durant l'année.**

Croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre



Source : Calcul d'Industrie Canada

...et la position concurrentielle du Canada glisse légèrement

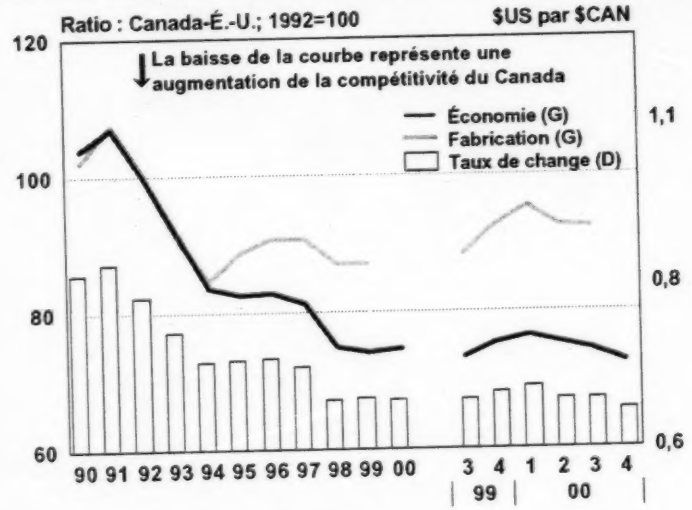
Au quatrième trimestre de 2000, la position concurrentielle des fabricants canadiens s'est améliorée par rapport à celle des fabricants américains.

À l'échelle de l'économie et selon une devise commune, les coûts unitaires de main-d'œuvre au Canada ont baissé de 2,6 % par rapport à ceux aux États-Unis. La dépréciation du dollar canadien a contribué à cette baisse relative.

Malgré l'amélioration notée au quatrième trimestre, la compétitivité du Canada s'est quelque peu amenuisée en 2000.

- **En 2000, les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont augmenté de 0,8 % au Canada par rapport à ceux aux États-Unis.**

Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre



Nota : Les données trimestrielles (T4-2000) sur les CUM dans le secteur manufacturier ne sont pas encore connues.
Source : Estimations d'Industrie Canada fondées sur les données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada

Scène canadienne

Comptes internationaux

L'excédent au compte courant atteint un sommet de tous les temps...

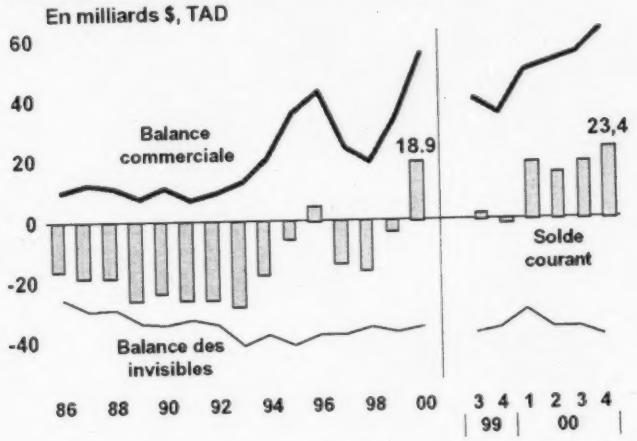
Au quatrième trimestre de 2000, l'excédent au compte courant du Canada s'est accru pour se fixer à 23,4 milliards de dollars (taux annuel).

- **L'excédent pour toute l'année 2000 s'élève à 18,9 milliards de dollars, soit quatre fois plus que le sommet précédent, enregistré en 1996.**

Du côté du compte capital et du compte financier, les investissements directs étrangers au Canada ont grimpé en flèche en 2000, s'établissant à plus du double du sommet précédent. L'acquisition d'entreprises canadiennes est un des principaux facteurs qui expliquent cette vive progression.

Les investissements canadiens directs à l'étranger ont aussi atteint un nouveau sommet en 2000.

Solde courant et balance commerciale



La balance commerciale représente les exportations nettes de marchandises.

La balance des invisibles représente les exportations nettes de services plus les recettes nettes des revenus de placements et les transferts.

Source : Statistique Canada

...grâce à l'excédent record enregistré au titre du commerce des marchandises

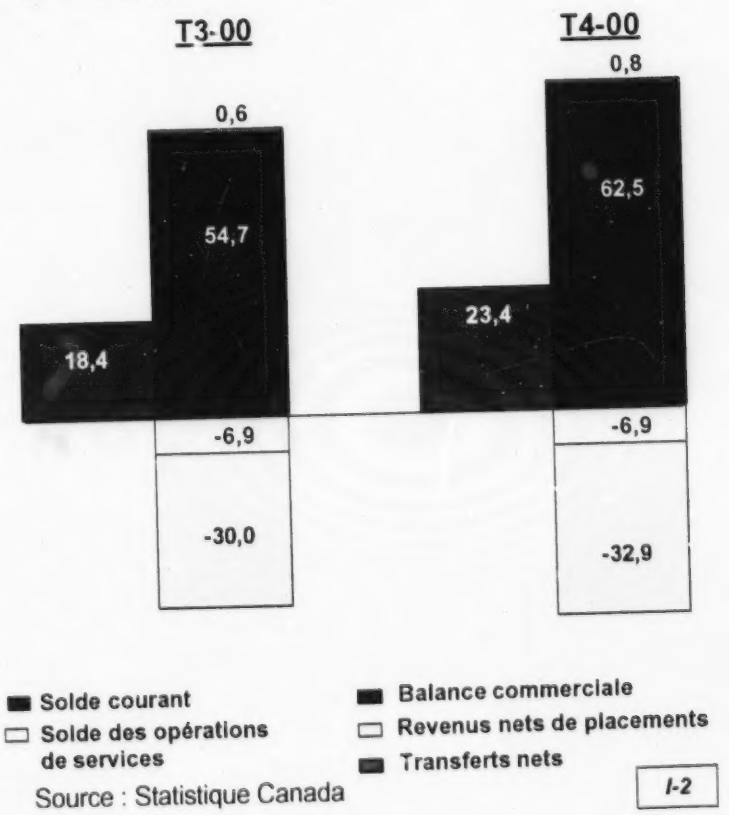
Au quatrième trimestre, l'excédent au titre du commerce de marchandises s'est établi à 62,5 milliards de dollars (taux annuel).

- **L'excédent commercial s'est établi en moyenne à 54,5 milliards, soit plus de 10 milliards au-dessus du sommet précédent.**

Contrairement au commerce de marchandises, dont l'excédent a fortement augmenté, la plupart des grandes composantes du compte courant n'ont pratiquement pas changé au cours du trimestre ou de l'année.

Principales composantes du compte courant

En milliards $, TAD



Source : Statistique Canada

I-2

L'accroissement des exportations de produits énergétiques et de matériel de haute technologie...

En 2000, les exportations de marchandises se sont élevées à 417,7 milliards de dollars, près de 16 % de plus qu'en 1999.

- **Le gonflement de la valeur des exportations de produits énergétiques a dominé la croissance, en raison de l'emballement des prix du pétrole brut et du gaz naturel. Les exportations de M&M ont profité de la hausse des ventes d'équipement de télécommunication.**

- **Il y a eu très peu de changement dans les exportations de produits automobiles au cours de l'année.**

Même si les résultats exceptionnels du Canada au chapitre du commerce sont principalement attribuables aux ventes destinées aux États-Unis, les ventes destinées à la plupart des autres grands marchés se sont également redressées.

Exportations de marchandises, 2000

	En milliards $	Variation en %, 1999-2000
Total	417,7	15,8
Par partenaire commercial		
É.-U.	359,6	16,2
Japon	9,9	7,6
UE	21,0	15,2
Tous les autres	27,1	14,0
Par principal produit		
Produits agricoles et de la pêche	27,6	7,9
Produits énergétiques	52,5	76,8
Produits de la forêt	41,4	5,8
Produits et matériaux industriels	64,6	12,5
Machines et matériel	105,6	22,8
Produits de l'automobile	96,3	0,8
Autres biens de consommation	14,7	8,9

Source : Statistique Canada

...fait monter l'excédent du commerce avec les États-Unis

En 2000, les importations de marchandises ont augmenté de 11,1 %. Les prix plus élevés ont considérablement fait augmenter la valeur des importations de produits énergétiques, alors que les autres grands groupes d'importations ont enregistré de plus faibles augmentations.

Comme la croissance des exportations a été plus forte que celle des importations, l'excédent du Canada au titre du commerce des marchandises a atteint le montant record de 54,5 milliards de dollars en 2000.

- **La progression de l'excédent au titre du commerce de produits énergétiques est intervenue pour près des deux tiers de la hausse de l'excédent commercial du Canada. Cette amélioration est en grande partie attribuable à la montée en flèche des prix du pétrole brut et du gaz naturel.**

- **C'est grâce à son excédent commercial avec les États-Unis que le Canada a enregistré une telle augmentation, car son déficit à l'égard de ses autres grands partenaires commerciaux s'est creusé en 2000.**

Importations de marchandises, 2000

	En milliards $	Variation en %, 1999-2000
Total	363,2	11,1
Par partenaire commercial		
É.-U.	267,6	7,3
Japon	11,7	10,6
UE	33,6	18,1
Tous les autres	50,3	30,7
Par principal produit		
Produits agricoles et de la pêche	18,6	5,2
Produits énergétiques	17,8	65,8
Produits de la forêt	3,1	11,8
Produits et matériaux industriels	70,5	13,4
Machines et matériel	122,8	13,5
Produits de l'automobile	77,4	2,0
Autres biens de consommation	40,1	8,5

Balance par partenaire commercial, 2000

	En milliards $	Variation (en milliards $) 1999-2000
Total	54,5	20,7
É.-U.	92,1	32,0
Japon	-1,8	-0,4
UE	-12,6	-2,4
Tous les autres	-23,2	-8,5

Source : Statistique Canada

Scène canadienne

Aperçu de la situation des secteurs

Au quatrième trimestre, l'activité stagne dans les industries productrices de biens...

Au quatrième trimestre, le ralentissement de l'économie peut être, en grande partie, attribuée aux industries productrices de biens, dont la production n'a pas évolué.

La contraction de la production des industries de l'automobile et de l'équipement de télécommunication a annulé les gains enregistrés dans les autres industries manufacturières. La faiblesse observée dans l'industrie de la foresterie et de l'exploitation forestière a freiné l'activité du secteur primaire.

Au quatrième trimestre, les industries de services ont amélioré leur production de 3,1 %, grâce aux avances enregistrées par les industries des services aux entreprises et des services gouvernementaux. La croissance a été fortement ralentie dans les industries du transport, de l'entreposage et des communications ainsi que du commerce (de gros et de détail).

Pour l'ensemble de 2000, la production s'est accrue de 4,7 % dans les industries productrices de biens, alors que l'activité a augmenté de 4,4 % dans les industries productrices de services.

Croissance du PIB réel par industrie : T4-2000

Source : Statistique Canada

*Enseignement, santé et services sociaux

...et c'est le secteur des services qui mène la croissance globale de l'emploi

Les industries de services sont les principaux artisans de la croissance de l'emploi en 2000. Elles ont créé 294 000 emplois.

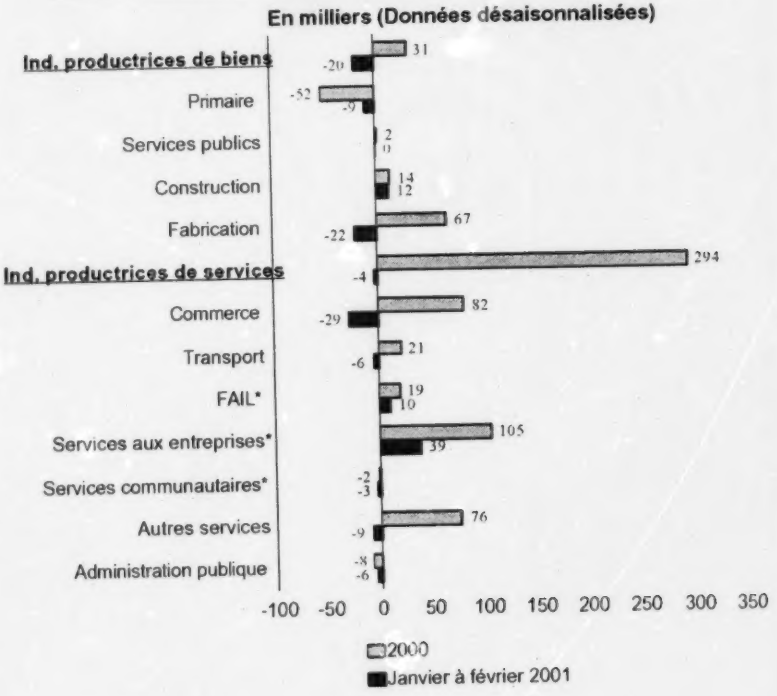
- **Les gains ont été généralisés, mais les plus importants ont été notés dans les services aux entreprises et le commerce. Au chapitre de l'emploi, les industries du commerce de détail et de gros ont profité de la robustesse de l'activité dans le secteur manufacturier, mais elles perdent de la vigueur depuis quelques mois.**

Les industries de biens comptaient 31 000 emplois de plus en 2000.

- **Les gains ont été concentrés dans les industries de la fabrication et de la construction, même si les premières ont récemment enregistré une diminution de l'emploi.**

- **Les pertes subies par le secteur primaire - surtout l'agriculture - ont annulé ces gains, en partie.**

Croissance de l'emploi par industrie



Source : Statistique Canada

*FAIL : Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail
Services aux entreprises : Services de gestion, services administratifs, professionnels, scientifiques et techniques
Services communautaires : Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale

Les règlements salariaux restent inférieurs au taux d'inflation

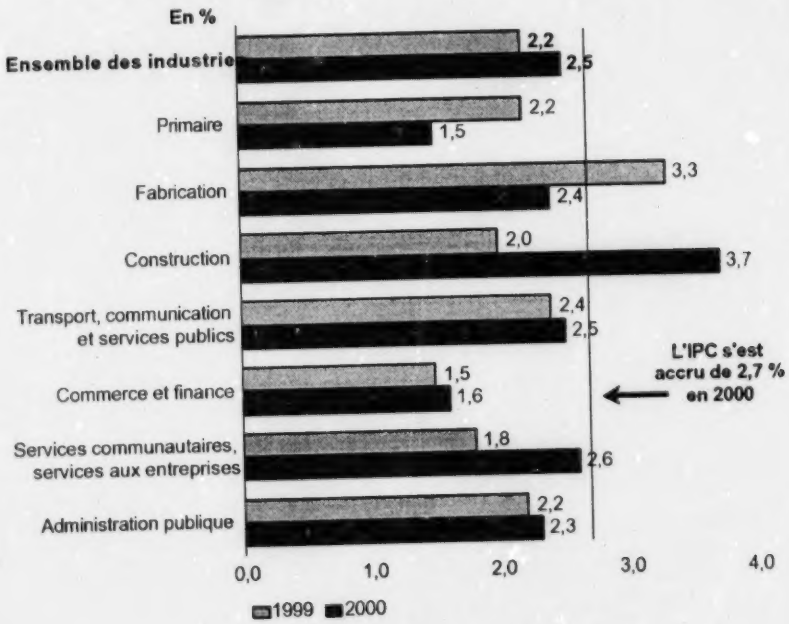
En 2000, les règlements salariaux se sont élevés en moyenne à 2,5 %, en légère hausse par rapport à 1999.

- **La construction est la seule industrie où les règlements salariaux ont dépassé l'inflation, l'augmentation moyenne s'établissant à 3,7 %.**

- **Par contre, les règlements salariaux notés dans les industries primaires et manufacturières sont en baisse par rapport à l'année précédente.**

En 2000, les règlements salariaux dans le secteur public ont été légèrement supérieurs (+2,5 %) à ceux du secteur privé (+2,3 %), ce qui contraste avec la tendance observée durant les années 90.

Accords salariaux par industrie



Rajustement annuel moyen effectif des taux de rémunération de base dans les principales conventions collectives.

Source : Développement des ressources humaines Canada

J-3

L'utilisation de la capacité industrielle diminue...

Les industries ont fonctionné à 85,4 % de leur capacité au quatrième trimestre, ce qui constitue une baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre.

- **Au quatrième trimestre, la croissance de la production a ralenti et est devenue inférieure à la croissance de la capacité de production.**

- **Près des deux tiers des groupes industriels ont affiché des baisses par rapport au trimestre précédent. La faiblesse de la demande américaine a contribué à la diminution de l'utilisation de la capacité dans le secteur manufacturier, surtout dans les industries de fabrication de biens durables.**

- **À l'extérieur du secteur manufacturier, le taux d'utilisation de la capacité de l'industrie de la foresterie et de l'exploitation forestière s'est replié par suite de la diminution de la demande de produits du bois.**

- **L'industrie minière a profité de l'intensification des activités de forage, et les producteurs d'énergie électrique ont augmenté leur production pour répondre à la demande, qui s'est accrue au pays et aux États-Unis.**

En 2000, le taux d'utilisation de la capacité s'est établi à 85,5 %, soit son niveau le plus élevé depuis 1988.

Utilisation de la capacité : industries productrices de biens non agricoles

	Niveau (en %) 2000	2000/1999 Variation	Niveau (en %) T4-2000	T4-00/T3-00 Variation	Moyenne sur 10 ans
Total - Production de biens non agricoles	85,5	2,0	85,4	-0,2	81,8
Exploit. forest. et serv. forestiers	86,1	1,6	78,3	-10,5	80,9
Mines et carrières	91,1	11,6	92,3	2,0	84,5
Exploit. - pétrole brut et gaz naturel	69,3	0,5	68,7	0,1	78,2
Fabrication	85,8	1,3	85,7	-0,4	81,7
Fabrication de biens durables	88,0	2,0	87,1	-1,4	81,3
Bois	85,1	-2,2	84,7	2,4	84,8
Produits en métal de prem. transf.	90,4	-0,2	87,6	-1,6	88,6
Produits de fabrication métalliques	84,0	1,0	81,6	-1,7	77,7
Matériel de transport	89,2	-0,7	87,6	-2,2	82,5
Produits électriques et électroniques	96,1	11,3	98,4	-1,3	80,5
Fabrication de biens non durables	82,7	0,2	83,7	1,1	82,0
Produits alimentaires	80,7	0,6	81,3	1,4	80,3
Prod. en plastique	83,2	-1,5	83,8	0,7	79,4
Papier et produits connexes	92,7	1,2	93,3	-0,2	89,7
Imprimerie et édition	80,6	1,1	80,7	0,1	79,7
Produits chimiques	78,7	-0,3	83,0	4,2	82,5
Construction	91,4	2,1	90,7	-0,3	83,0
Électricité et gaz	85,8	3,4	87,2	1,4	82,5
Énergie	77,7	1,4	78,0	0,5	80,6
Total - sauf Énergie	87,1	2,0	86,8	-0,5	82,0

Source : Statistique Canada

...mais l'augmentation des bénéfices...

En 2000, les bénéfices d'exploitation des entreprises ont considérablement augmenté (21,2 %), après avoir enregistré une avance semblable en 1999.

- **Les gains sont généralisés, 19 des 24 groupes industriels affichant une hausse des bénéfices pour l'année.**

En 2000, la flambée des prix du pétrole et du gaz naturel a gonflé les bénéfices des industries des combustibles minéraux. Les bénéfices des fabricants se sont aussi fortement accrus au cours de l'année, principalement ceux des fabricants de produits électriques et électroniques et de produits du pétrole et du charbon.

Les bénéfices du secteur de la finance ont poursuivi leur ascension, des gains marqués étant observés dans l'industrie des fonds et autres instruments financiers ainsi que dans celle des autres intermédiaires financiers.

Malgré de solides résultats en 2000, la croissance des bénéfices a sensiblement ralenti durant l'année, notamment dans l'industrie de l'automobile et l'industrie du bois et du papier.

Bénéfices d'exploitation des entreprises

	2000 Niveau (M$)	Difference 1999-2000 (M$)	(En %)
Total - Ensemble des industries	211 219	36 902	21,2
Total - Non financier	147 490	24 118	19,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	2 117	71	3,5
Combustibles minéraux	18 600	11 106	148,2
Mines, sauf combustibles minéraux	3 370	2 079	161,0
Services publics	2 958	325	12,3
Construction	3 926	548	16,2
Industries manufacturières	56 274	9 810	21,1
Commerce de gros	10 194	242	2,4
Commerce de détail	10 169	-1 667	-14,1
Transport et entreposage	3 581	1 383	62,9
Ind. de l'information et ind. culturelle	7 368	485	7,0
Imm., location et location à bail	6 022	-1 210	-16,7
Services professionnels et scientifiques	3 168	1 351	74,4
Gestion de sociétés	10 482	-2 484	-19,2
Autres services aux entreprises	753	415	122,8
Services d'enseignement	208	-177	-46,0
Soins de santé et assistance sociale	1 344	-38	-2,7
Arts, spectacles et loisirs	266	103	63,2
Hébergement et restauration	3 482	671	23,9
Autres services	3 203	1 099	52,2
Total - Finance et assurances	63 728	12 783	25,1
Intermédiation fin. (avec dépôt)	15 983	410	2,6
Intermédiation fin. (sans dépôt)	3 420	387	12,8
Assureurs	4 648	336	7,8
Fonds et autres instruments fin.	30 151	8 097	36,7
Autres intermédiaires financiers	9 527	3 555	59,5

Source : Statistique Canada

...permettra une augmentation des investissements en 2001

Selon l'enquête sur les perspectives d'investissement des secteurs public et privé de février, les investissements nominaux dans les usines et le matériel augmenteront de 0,6 % en 2001. À titre de comparaison, ils ont augmenté de 5,4 % durant l'année 2000.

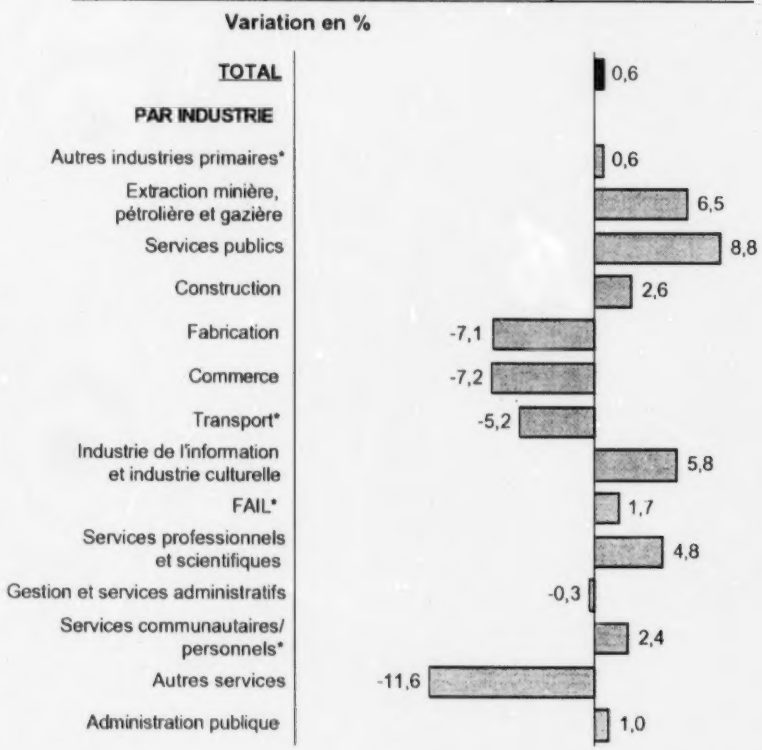
- **Les investissements dans les machines et le matériel devraient fléchir de 2,5 %, alors que ceux dans la construction non résidentielle devraient croître de 4,0 %.**

À l'échelle des industries, les hausses de prix de l'énergie devraient stimuler les activités d'exploration et de forage.

On s'attend à une forte diminution des investissements dans le secteur manufacturier. Il s'agirait du premier recul important depuis 1992. En tout, 12 industries manufacturières sur 20 prévoient des baisses.

Le repli attendu dans l'industrie du transport s'explique par le fait que plusieurs grands projets de pipeline arrivent à terme.

Perspectives d'investissement pour 2001, par industrie (Usines et matériel)



Source : Statistique Canada, Enquête sur les perspectives d'investissement des secteurs privé et public
*Autres industries primaires : Agriculture, foresterie, pêche et chasse
Transport comprend l'entreposage
FAIL : Finance, assurances, services immobiliers et services de location
Services communautaires/personnels : Services d'enseignement, soins de santé et services sociaux

J-6